

ÉDITORIALFRANÇOIS-XAVIER
LEFEVRE**Dix euros pour faire passer la pilule des allocs.**

La Wallonie des cadeaux

C'est le couac qu'il fallait éviter à tout prix. Une erreur – dont la responsabilité entre la banque Belfius et la caisse de paiement wallonne Famiwal doit encore être déterminée – dont le gouvernement wallon MR-cdH voulait se prémunir pour le tout premier paiement wallon des allocations familiales depuis la régionalisation de la compétence. On connaît la suite... 120.000 familles ont reçu leurs allocations familiales avec trois jours de retard.

Derrière la colère de la ministre de l'Action sociale Alda Greoli (cdH) et le désagréable match de ping-pong entre les acteurs du dossier qui se renvoient la responsabilité de la boulette, toute cette histoire fait un peu tache à trois mois des élections. Elle aura aussi un coût de 1,2 million d'euros pour la Wallonie. À la demande de la ministre, l'adminis-

tration Famiwal a décidé de verser 10 euros d'indemnité aux 120.000 familles victimes de ce retard.

Le gouvernement wallon a mis les bouchées doubles pour tenter de séduire son électorat.

Si de simples excuses auraient probablement suffi en temps normal, à trois mois des élections, le paiement de cette indem-

unité de 10 euros renvoie à l'image d'une Wallonie qui distribue des petits cadeaux, tel Saint-Nicolas.

Le geste est même très à la mode ces dernières semaines. En pleine campagne de séduction, le gouvernement wallon a mis les bouchées doubles pour tenter de séduire son électorat. Après la non-rétroactivité sur le futur tarif prosumer pour les propriétaires de panneaux photovoltaïques ou la prime de 1.000 euros pour les étudiants wallons (surtout luxembourgeois) qui doivent louer un logement si l'habitation familiale se situe à plus d'une heure de trajet en voiture de leur université, ces 10 euros vont tenter de faire passer la pilule du fiasco dans le paiement des allocations familiales.

Si la période des élections est généralement un moment mis à profit par les candidats pour séduire l'électorat, le gouvernement wallon y va à coups de millions. On attend maintenant de voir comment il va manœuvrer avec le dossier de l'assurance autonomie, qui doit arriver sur la table du gouvernement avant les élections et qui coûtera 36 euros par an pour chaque wallon de plus de 26 ans.